

# C'est (re)parti!

Rapport du comité, avril 2006

*Hansueli Späth,*  
président de la SSMG

Le succès de la journée du 1<sup>er</sup> avril peut s'interpréter comme une démonstration du bien-fondé de notre campagne: la manifestation a réuni bien plus de 12 000 participants, permis de récolter plus de 300 000 signatures pour la pétition et trouvé dans les médias un écho inespéré et largement favorable – de quoi réjouir le comité de la SSMG! Cependant, ce succès nous rappelle aussi à nos obligations vis-à-vis de nos membres: faire avancer les dossiers et faire valoir nos revendications auprès des instances compétentes pour les entendre.

La manifestation du 1<sup>er</sup> avril n'aura pas échappé à l'attention des politiques. Nous en voulons pour preuve les nombreuses réactions parvenues à notre comité, parfois empreintes du désir de nouer le dialogue avec nous. J'aimerais à ce propos rendre compte brièvement de deux rencontres:

## **Pascal Couchepin: que signifient ces sigles SSMG, SSMI, SSP, FMP et CMPR?**

Ce qui nous semblait encore inconcevable il y a quelques mois n'a pas tardé à devenir réalité après le 1<sup>er</sup> avril: Monsieur le Conseiller fédéral Couchepin a invité la SSMG – spontanément, ce qui mérite d'être souligné – à venir lui parler de la manifestation et lui exposer la situation des médecins de famille. On ne tarda pas à convenir d'une date, et c'est ainsi qu'une délégation de la SSMG et le président du CMPR se sont réunis pour un entretien de plus de 90 minutes avec M. le Conseiller fédéral Couchepin, accompagné pour la circonstance de Messieurs Zeltner et Sottas. Disons-le d'emblée: le chef du DFI n'a pas pipé mot des innombrables carica-

tures qui le représentaient sur la place Fédérale, pas un mot sur la «colère des médecins de famille» dirigée contre sa personne: mieux, il a manifesté un véritable intérêt pour la nature exacte de nos problèmes, de nos revendications et de nos souhaits. Et son grand sujet de perplexité, c'était pourquoi les médecins de famille étaient représentés par autant de «sigles» différents ...

## **Les médecins de famille à la fac!**

La formation professionnelle et la formation continue ont fait partie des sujets abordés. Une filière toute tracée de formation en médecine de premier recours n'existe pour ainsi dire ni dans les facultés, ni dans les hôpitaux. Il est urgent d'y remédier en créant des structures adéquates. L'Institut de Bâle et l'assistanat au cabinet médical sont des solutions qui ont vivement intéressé M. Couchepin: lui aussi est mécontent de la situation actuelle.

Les problèmes de bureaucratie ont également été évoqués. Bien plus que la charge de travail, les contrôles de plus en plus fréquents de la part des caisses, qui entretiennent une véritable culture de la méfiance, nous compliquent beaucoup la vie. Une nouvelle culture du dialogue, une redéfinition de la relation entre les caisses, d'une part, et les fournisseurs de prestations que nous sommes, d'autre part, seraient ici souhaitables. De même, les demandes de remboursement – dirigées presque exclusivement contre les médecins de famille – sont l'expression de la méfiance qui règne, et à la SSMG, nous nous insurgons contre la manière dont sont conduits ces contrôles unilatéraux et «hostiles». La SSMG est disposée à régler en interne le problème des «brebis galeuses» et de la non-observation des critères EAE, mais pour cela, nous avons besoin d'être soutenus.



Die deutschsprachige Version dieses Artikels ist im Heft 19-20 von «PrimaryCare» erschienen.

## **Un débat politique? Bien volontiers!**

M. Couchepin s'est déclaré consterné de l'absence de volonté de dialogue de la part des représentants des médecins sur la question de l'obligation de contracter. Il est d'avis qu'une fois celle-ci abolie, on devrait pouvoir définir contractuellement de part et d'autre (!) ce qu'on est disposé ou non à accepter. Bien entendu, la SSMG est prête à faire part de ses idées et ses désirs et à s'asseoir à une même table avec les autres parties concernées (santésuisse, OFSP). M. Couchepin en a pris acte avec plaisir! Enfin, nous avons encore brièvement parlé de la délivrance des médicaments par le médecin (propharmacie), un système qui se heurte à l'incompréhension du Conseiller fédéral. Il affirme toutefois qu'il n'a pas l'intention de se déclarer en faveur d'une interdiction de la propharmacie, tant que nous autres médecins prescrivons des génériques – c'est donnant, donnant ...

## **Le dialogue continue!**

En guise de conclusion, M. Pascal Couchepin a chargé le Dr Beat Sottas, chef de la division «Politique de la santé, recherche et formation», présent à l'entretien, d'examiner la possibilité de créer des Instituts et chaires de médecine de premier recours dans les universités. Et il nous a invités à participer à une petite table ronde où l'on discuterait des problèmes de l'heure en matière de politique de santé et à laquelle la SSMG – ainsi que toutes les autres sociétés représentant les médecins de famille – pourraient se joindre.

### Colloque à l'OFSP – à quand l'eurodoc?

Pas plus de deux jours plus tard, un colloque à l'OFSP s'en est suivi. Le professeur Zeltner et le Dr Sottas ont reçu les présidents des sociétés de médecine de premier recours pour une discussion de plus de deux heures. Il s'agissait de définir les relations futures entre l'OFSP et les prestataires de base. Le sujet principal était plutôt explosif: un groupe de «soins de base» de la CDS (groupe qui s'occupe principalement de l'assistanat au cabinet médical et des soins d'urgence) met en route, totalement à notre insu – bien que nous soyons les premiers concernés – un projet qui vise à la création d'un titre de médecin de premier recours. Ce «médecin de premier recours» accomplirait une formation postgraduée de peut-être trois ans dans une école professionnelle, formation qu'il devrait payer de sa poche – en clair: nous irions vers une libéralisation de la formation de l'«eurodoc» aux dépens d'une médecine de premier recours respectée et de haute qualité enseignée en faculté. Cela vous rappelle-t-il les «promoteurs»? Si M. Zeltner s'est montré disposé à surseoir au projet en attendant

que soient réglées les questions relatives au financement de l'assistanat au cabinet, le responsable du projet (M. Sottas) ne s'y est plié qu'avec réticence. Le DFI ne lui avait-il pas confié une mission?

Cela, chers politiciens et fonctionnaires, nous ne pouvons l'accepter – pas après ce 1<sup>er</sup> avril!

---

Dr Hansueli Späth  
Spécialiste FMH de médecine générale  
Höflistrasse 42  
8135 Langnau am Albis  
huspaeth@bluewin.ch

